

Les ne sont pas une frontière

25 ans de misère et de répression



Avril 1939... après quatre ans d'une guerre qui fit deux millions de morts, Franco aidé par Hitler et Mussolini, entrain dans Madrid et installait un gouvernement fasciste. La République Espagnole avait vécu... 1964... 25 ans ont passé, Franco se prépare à célébrer avec éclat un quart de siècle et de règne, 25 ans de « construction et de progrès », 25 années de « paix et de transformations sociales » comme il aime à le répéter.

Mais la réalité est tout autre. Plus affreuse, cette période a été pour le peuple une période de misère, une période de répression barbare, de tortures et d'assassinats, une période au cours de laquelle le fascisme en Espagne a montré son vrai visage, un visage hideux.

Une étude de la commission internationale des juristes publiée fin 1963 indique qu'entre avril 1939 et juin 1944, 192.684 exécutions ont été perpétrées. A tous ceux qui ont été mis à mort, le régime franquiste ne reprochait que leur attitude de patriotes lucides et leurs opinions contraires à celles officiellement admises.

Surtout, le régime leur reprochait d'agir et de lutter pour une Espagne démocratique, pour la justice sociale et la liberté.

Aujourd'hui encore, 25 ans après la fin de la guerre, Franco continue de tuer. C'est ainsi que le glorieux Julian Grimau a été assassiné. C'est ainsi que le poète Moréno Barancos a été défenestré et son meurtre maquillé. Tentative de fuite à indiqué le laconique communiqué officiel. C'est ainsi aussi que les jeunes Granados et Delgado ont été tués au garrot comme deux malfaiteurs de droit commun.

Et combien d'autres patriotes sont en prison, subissant un traitement des plus inhumains et des plus dégradants ? Combien sont-ils emprisonnés à Burgos, Caceres, El Dueso, Carabanchel et autres sinistres bagnes ?

25 ans après la fin de la guerre civile, aucune amnistie véritable n'a été proclamée. Actuellement 60 républicains espagnols seraient condamnés à rester jusqu'à la fin de leur vie en prison, ayant été condamnés à mort, leur peine fut commuée à la détention perpétuelle. Leur crime ? Avoir été des combattants de l'armée républicaine, défenseurs loyaux du régime de l'Espagne.

Pour ces hommes qui ne connaissent plus la liberté depuis 25 ans, pour les centaines d'autres emprisonnés politiques espagnols, notre action de solidarité n'aura de fin, tant qu'il y aura au delà des Pyrénées des démocrates emprisonnés.

En ce triste anniversaire de l'avènement de la dictature fasciste, notre affection ira vers ceux qui souffrent dans les prisons, envers leurs familles. Nous intensifions l'envoi de mandats, de messages de solidarité, nous multiplierons nos protestations auprès des autorités franquistes pour qu'enfin s'ouvrent les portes des prisons en Espagne.

La grande joie de Narciso Julian Sanz, qui a pu embrasser sa famille à l'occasion de Noël, grâce au Secours Populaire.

Les Français emprisonnés en Espagne

lisait beaucoup, il aimait la musique classique. Ce garçon, très travailleur faisait du sport et aimait particulièrement le football.
Très humain, ses camarades de lycée disent qu'il était sensible à la misère, à la peine des hommes.
Il faut signaler que la charge déposée sur le bateau était de faible puissance. Il devait déclarer après son arrestation : « Je voulais seulement faire des dégâts matériels. »

par les camarades de sa classe, consacré par les professeurs du lycée Jacques-Decour, à Paris ; définitivement désigné par le conseil d'administration des Bourses Zeldija, pour ses qualités d'intelligence et de caractère.

Aimant les voyages, il a visité les musées d'Art et d'Architecture en Allemagne, Angleterre, Italie, Grèce, Liban, Turquie. En Israël, il a travaillé au kibboutz.

Avant son arrestation, il était surveillant d'externat et préparait la deuxième partie du baccalauréat (section philosophie).

Guy BATOUX

Un ancien enfant de troupe.

Guy Batoux, 23 ans, étudiant, habitait à Villefranche-sur-Saône. Son père est adjudant-chef de la Sécurité Militaire à Châlons-sur-Marne.

Louis Batoux a fait sept années d'études au Lycée Militaire de La Flèche. L'ancien enfant de troupe a écrit pour demander que l'on n'oublie pas de payer sa cotisation annuelle des Anciens du Prytanée Militaire.

Arrêté le 9 avril 1963 à Madrid, il aurait eu l'intention de déposer un engin explosif à l'Ambassade Américaine de Madrid, pour protester contre la visite en Espagne du représentant des Etats-Unis à l'O.N.U.

En ce qui le concerne, il n'y a pas de délit.

Il faut les rendre à leurs parents

Amis lecteurs, vous connaissez maintenant les faits reprochés à ces trois jeunes Français.

Il fut établi, au moment du procès de Madrid, que les trois jeunes gens ne s'étaient jamais rencontrés avant leur emprisonnement à Carabanchel.

Néanmoins, le Tribunal Militaire les considéra comme faisant partie d'un « Commando Terroriste » et ne tint aucun compte de la jeunesse des accusés, de l'aspect « romantique » des attentats commis et leur appliqua d'implacables sentences.

Le Secours Populaire Français, restant sur un plan strictement humain, considérant l'extrême jeunesse des trois étudiants français et connaissant, hélas ! les rigueurs des prisons franquistes, où des hommes et des femmes d'Espagne sont isolés du monde depuis vingt-cinq années, demanda à tous les braves gens d'agir avec lui pour que nos jeunes compatriotes soient rendus à leurs études, à leurs familles, à la France.



Bernard FERRI

Un garçon très droit, loyal, au caractère généreux.

Bernard Ferri, 20 ans, habitait à Aubervilliers avec ses parents. Son père est titulaire de la Croix de Guerre 1940. Son jeune frère de 19 ans prépare une licence de mathématiques à la Faculté des Sciences de Paris.

Arrêté le 8 avril 1963 pour avoir fait exploser une charge explosive devant les locaux de la compagnie aérienne « Iberia », à Valence. Les raisons de son geste sont identiques à celles d'Alain Pécuria.

Bernard Ferri est très intelligent, c'est, lui aussi, un bucheur. Il possède une solide culture historique et politique.

Il a suivi des cours d'Histoire générale de l'Art à l'Ecole du Louvre. Il aime la peinture et la grande musique. C'est un garçon très droit, loyal, au caractère généreux. Au moment des vacances scolaires, aimant les enfants, l'exerçait avec beaucoup de conscience professionnelle les fonctions de moniteur.

En 1960, boursier Zeldija, il était élu

LETTRE DU PORTUGAL

« En même temps que je viens vous remercier, je vous invite à continuer ».

Le Portugal, décembre 1963.

Très Chers Amis,

Au nom des familles d'un groupe de prisonniers politiques portugais je m'adresse à vous, amis du Secours Populaire Français ; pour vous remercier de l'aide morale et matérielle que vous nous avez donnée pour l'obtention d'une amnistie pour les prisonniers et exilés politiques portugais qui remplissent les prisons portugaises.

Encore ces derniers temps, l'envoi de 1.600 NF aux prisonniers, fut une nouvelle preuve de votre effort de solidarité envers les victimes du régime fasciste de Salazar. Vous pouvez être sûrs, chers amis, que cet argent est en train de pénétrer petit à petit dans les prisons salazaristes en mettant à profit toutes les possibilités légales trouvées par les familles des emprisonnés. Il sera distribué équitablement, sans distinction des idées politiques ou religieuses des prisonniers. Ainsi, vous contribuez à améliorer la situation compliquée et dangereuse dans laquelle se trouvent la plupart des prisonniers politiques portugais.

En vérité, si certains succès ont été obtenus par la lutte du peuple portugais, par la solidarité internationale et par la combativité des prisonniers eux-mêmes, il reste cependant les très mauvaises conditions faites aux emprisonnés : les châtiements, la prohibition de visites, l'interdiction de l'entrée en prison de colis alimentaires et de correspondance, l'isolement total des uns, l'enlèvement du lit à d'autres, l'alimentation réduite sous le moindre prétexte, au pain et à l'eau, etc., sont appliqués constamment et parfois à tous les prisonniers d'une même prison. Celle de Péniche, par exemple, est devenue le pire centre de provocation pour les prisonniers politiques (après les locaux de la Pide, où la torture est le pain de chaque jour). La vie de ceux-ci est en permanent danger, d'autant plus que l'assistance médicale y est pratiquement nulle, inexistente même dans des cas aussi graves que celui de paralysie de l'ancien dirigeant syndical, Manuel Rodrigues da Silva.

Voilà pourquoi, en même temps que je viens vous remercier, je vous incite à continuer. Tout ce qui a été fait est encore peu pour sauver les vies de tant de généreux et combattifs enfants du peuple portugais.

La vague répressive parcourt tout le pays. Des ouvriers, des étudiants et intellectuels, paysans et militaires, jeunes, femmes et hommes, subissent tous le même sort : ils sont arrêtés chez eux, au travail ou à l'école, dans la rue ou à la caserne, et sont alors soumis aux tortures les plus inhumaines, ensuite aux tribunaux spéciaux pour lesquels le mot « justice » se confond singulièrement avec les ordres de la Pide, et finalement les humiliations, châtiements et mauvaises conditions des prisons politiques fascistes.

Merci pour votre argent, amis. Merci pour votre action en faveur de l'amnistie ! Appuyés moralement et matériellement par vous et par la grande armée de combattants français, italiens, anglais, brésiliens et d'autres, que les actions pour l'amnistie ont amené à la lutte pour une cause si humaine, les prisonniers politiques portugais souffriront moins, sentiront la chaleur et les bénéfices d'une telle solidarité et finalement ils se libéreront !

Pour cela, il faut qu'à l'héroïque lutte du peuple portugais, celle des familles des prisonniers et d'eux-mêmes s'ajoute, sans pauses de silence ou d'inaction, l'effort de solidarité internationale, la dénonciation de la terreur salazariste, l'envoi de délégations, d'information, d'enquête ou de protestation au Portugal ; la présence d'avocats ou d'autres observateurs au procès des démocrates, la divulgation par tous les moyens de ce qui a été vu ou entendu au Portugal ; l'envoi de pétitions aux hautes instances de l'O.N.U. et aux autres organisations internationales qui doivent veiller aux droits de l'homme ; la réalisation de réunions, meetings et conférences d'appui à la lutte pour l'amnistie et la libération des prisonniers politiques portugais.

Encore une fois, merci, chers amis, pour tout ce que vous avez déjà fait et pour tout ce que vous allez encore faire, nous sommes sûrs.

Le Comité d'Assistance aux Prisonniers politiques portugais.